



Il y a 15 jours, j'ai entendu la colère, l'indignation et les volontés de sanctionner le mauvais discours de politique général et le gouvernement de François Bayrou. C'est pour cela que j'ai voté la censure et que je ne le regrette pas aujourd'hui.

Pour autant, j'ai aussi entendu des représentants de collectivités, des artisans, des TPE et PME, des responsables d'associations caritatives et d'insertion ou d'Ehpad, des agriculteurs qui ont besoin de visibilité et d'un budget pour avancer et ne pas être en difficulté.

J'ai également été attentif à des citoyens comme vous et moi, des électeurs de gauche avec ou sans appartenance à un parti, qui m'ont demandé de ne pas censurer aujourd'hui le gouvernement. Cette réalité je ne peux pas la nier.

Alors oui, ce budget est un mauvais budget. Ce n'est pas celui que nous aurions porté avec le Nouveau Front Populaire. Nous nous sommes battus pour le rendre le moins mauvais possible : retour sur la suppression de postes dans l'Éducation nationale, des moyens supplémentaires pour l'hôpital public, la préservation des pensions de retraite et du remboursement des médicaments, le prêt à taux zéro pour les primo-accédants à la propriété ou encore le maintien des crédits pour «Ma prime renov'» et le Fonds vert.

Ce budget n'est pas le nôtre. Nous avons voté contre en commission mixte paritaire. Nous avons voté contre au Sénat, ce qui a poussé François Bayrou à recourir à l'article 49 alinéa 3.

Concernant la loi spéciale, elle ne vise que les dépenses de fonctionnement dans la limite des crédits de l'année précédente, le minimum indispensable pour poursuivre l'exécution des services publics.

Cela signifie l'absence de financement de toute nouvelle dépense d'investissement : subventions aux associations, aux Ehpad, Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) et autres fonds pour les collectivités qui permettent d'engager des projets et faire travailler nos artisans. De la même manière, la loi spéciale ne permet pas une actualisation des barèmes, des taux et des tarifs prévus habituellement en loi de finances.

Nous demeurons dans l'opposition mais pour ces raisons nous ne voterons pas la motion de censure.

En toute honnêteté cette décision me coûte. Si idéologiquement le vote de cette censure est légitime, en tant que député, je suis aussi comptable de la réussite du territoire et de la pérennité de ses entreprises, de ses agriculteurs, de ses collectivités et associations.

Pour autant nous ne cautionnons pas ce gouvernement, ses membres, les annonces du Premier ministre comme ses orientations politiques. C'est pour cela qu'une fois la séquence budgétaire terminée, nous déposerons avec d'autres députés du Nouveau Front populaire, une motion de censure contre le gouvernement de François Bayrou, et nous appellerons à la nomination d'un gouvernement de gauche.

Comme d'autres députés du NFP, je suis habité par des doutes mais je pense que ce n'est pas une faiblesse.

Je vais continuer, avec mes collègues et avec vous, à œuvrer pour maintenir l'union et travailler à une offre politique capable de répondre aux enjeux de justice sociale et écologique.

Je persiste et signe : un chemin existe pour la gauche et l'écologie au-delà des personnalités de François Hollande comme de Jean-Luc Mélenchon.

Surtout, je vais continuer de travailler localement dans l'intérêt du territoire, comme ce week-end où je serai en Soule aux côtés des éleveurs touchés par la tuberculose qui risquent de devoir abattre leur cheptel. Les vrais sujets sont aussi ceux-là.

Enfin, je forme le vœu d'échanges contradictoires apaisés et respectueux des uns et des autres.

Bien sincèrement,



Pour vous désabonner, cliquez [ici](#).